

| CAPSE  CAPITAL BECURITE ENVIRONNEMENT NOUVELLE CALEDONIE |   | DOC. – N°  TYPE | CAPSE-2014-1650-02_DD  NOTE TECHNIQUE |  |  |  |
|--|---|-----------------|---------------------------------------|--|--|--|
| Destinataire(s)  | DENV  |                 |                                       |  |  |  |
| Copie(s)   | Centre de tri du courrier de Ducos  |                 |                                       |  |  |  |
| Titre  | Demande de dérogation selon l'article 2.1 de l'arrêté n°10277/DENV/SE du 30/04/09, Dérogation ICPE  STEP - Centre de tri du courrier de Ducos |                 |                                       |  |  |  |

| 0        | 07-2015 |           | Création document |  |
|----------|---------|-----------|-------------------|--|
| Révision | Date    | Rédaction | Commentaires      |  |

#### Objet du présent document

Dans le cadre de la réalisation d'un centre de traitement du courrier de l'Office des Postes et Télécommunication (OPT), dans le quartier industriel de Ducos, commune de Nouméa, un dossier de déclaration ICPE a été déposé pour la rubrique n° 2753 (Station de traitements des eaux usées).

A l'article 2.1 – Règles d'implantation et de conception de cette délibération de l'arrêté n°10277/DENV/SE du 30/04/09, il est indiqué qu'en cas de non-respect des distances d'implantation par rapport aux limites de propriété, une dérogation peut être accordée par le président de l'assemblée de la province sous réserve de la présentation d'un dossier justifiant l'absence de risque pour les tiers riverains.

De plus, les ouvrages ne doivent pas être implantés dans des zones inondables.

Cette demande d'avis concerne donc le non-respect de la distance d'au moins trois mètres des limites de propriétés.

## **Contexte Humain**

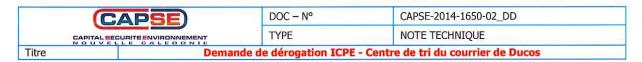
Selon l'étude d'impact environnemental réalisé en mars 2015, le site d'implantation du projet est inscrit dans la zone économique de Ducos. Les bâtiments alentours sont occupés par :

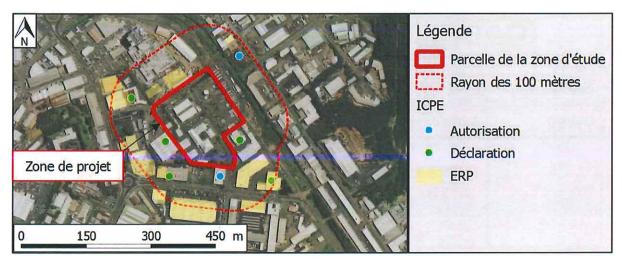
- Des commerces (ERP),
- Des industries (essentiellement des ateliers).

Dans le rayon des 100 mètres. 7 installations sont soumises à réglementation ICPE :

- Deux installations à autorisation ;
- Cinq installations à déclaration.







Par ailleurs, les personnes les plus proches étant présentes et pouvant être considéré comme résidant se situe à plus 60 mètres de l'installation (il s'agit des apparts-hôtel de l'Hôtel Fulton).

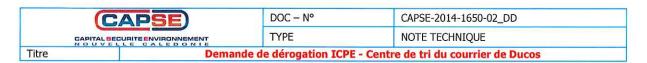
### Contexte hydrologique

Il apparait qu'aucun cours d'eau n'est présent sur la zone d'emprise du projet. La zone ne se situe pas en zone inondable. Un arroyo est présent à proximité du site.



#### **Infrastructures**

Malgré que la station d'épuration soit à une distance inférieure à 3 mètres des limites de propriété, son implantation est située à plus de 10 mètres de toutes infrastructures (en l'occurrence infrastructure routière publique dans ce cas présent).





## **Accessibilité**

La station d'épuration est accessible par le côté Nord-Est de l'installation depuis la voie publique pour les services de secours externes.

En cas d'incendie et de besoin d'intervention, le site présente une bonne accessibilité.

# **Conclusion**

En vu des points précédemment exposés, il apparait que l'implantation d'une station d'épuration aux limites de propriété de projet de réaménagement du CTC de l'OPT ne présente pas de nuisances olfactives ou sonores pour l'environnement proche au vu des distances d'isolement. De plus, malgré l'implantation en limite de propriété, le site présente une bonne accessibilité pour les services de secours externes.

Il est donc demander un avis sur la demande de dérogation à l'article 2.1 de l'arrêté n°10277/DENV/SE du 30/04/09.